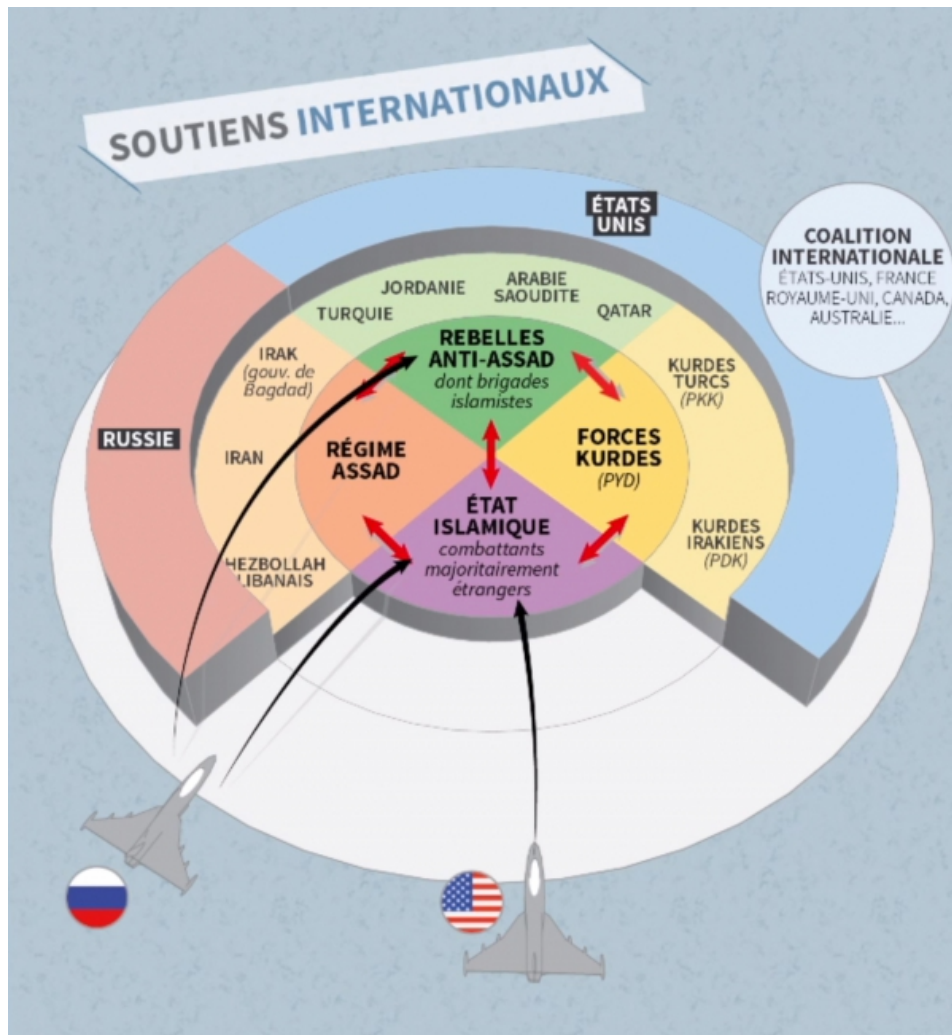


III. De la confrontation régionale au conflit international...



En surimpression de ces rapports de force, se greffent enfin les agendas des puissances internationales, ajoutant encore à la complexité du conflit.



Source : « Comprendre la situation syrienne en 5 minutes », Le Monde, octobre 2015

Que fait la Russie ?

La Russie est un partenaire de la Syrie depuis les années 1950. En

pleine Guerre froide, un premier contrat d'armement a été signé par Moscou et Damas en 1956 et une forte coopération s'est mise en place sur les plans économique et politique. Lors de l'effondrement de l'URSS, le soutien russe a diminué, mais l'arrivée de Vladimir Poutine, désireux de réaffirmer la puissance russe au Moyen-Orient, a redonné de la vigueur aux relations entre les deux pays. Lors du déclenchement de la révolution en Syrie, Moscou soutient Bachar Al-Assad, son dernier allié dans la région et son principal client. Les vetos successifs opposés par la Russie au Conseil de Sécurité de l'ONU, contre toute condamnation ou action punitive contre le régime de Damas ont paralysé les initiatives internationales sur la Syrie. Profitant de l'inaction américaine, Moscou organise des réunions d' « opposants » acceptables par Damas pour tenter de trouver une solution politique mais elles sont sans lendemain en raison de l'absence de légitimité et de représentativité des personnalités qui se rendent dans la capitale russe.

L'émergence de groupes radicaux et de l'EI renforce et facilite le soutien russe au régime syrien, tant Moscou craint que les islamistes radicaux n'atteignent les républiques d'Asie centrale – le souvenir de la Tchétchénie est encore vivace. Montrant une certaine lassitude par rapport à Bachar Al-Assad, la Russie s'attache malgré tout à sa personne comme incarnant les restes d'un Etat qui est par ailleurs en déliquescence.

En septembre 2015, l'implication russe dans le conflit syrien franchit un nouveau seuil. Moscou devient belligérante et bombarde directement des cibles sur le terrain, officiellement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. En réalité, elle s'est surtout attaquée aux groupes armés de l'opposition modérée, y compris ceux qui sont par ailleurs soutenus par les États-Unis. Elle a utilisé son aviation pour bombarder des zones civiles (Alep en particulier), n'hésitant pas à cibler les hôpitaux tout en niant le faire, et pour venir en appui au mouvement des troupes du régime et de ses supplétifs (Hezbollah, milices chiites irakiennes et Hazaras afghans). À côté de sa base ancienne de Tartous, elle a ouvert une base aérienne à Hmemim. Cet engagement croissant renforce considérablement Bachar Al-Assad – qui se trouvait en difficulté – mais ne parvient pas à lui assurer la victoire.

lejdd.fr – [Syrie : l'appel de détresse des humanitaires](#)

En modifiant le rapport de forces sur le terrain, les bombardements russes sont aussi un prélude à d'éventuelles discussions. Engranger

des victoires avant de revenir à la table des négociations doit permettre au régime syrien d'imposer ses conditions. Cela apparaît nettement lors des négociations de Vienne, entérinées par la résolution 2254 de l'ONU : la question du maintien ou non de Bachar Al-Assad, principal responsable des massacres de civils et du départ de réfugiés, et donc acteur de l'instabilité, est soigneusement évitée.

Moscou cherche parallèlement à utiliser la préoccupation de lutte contre le terrorisme, très forte après les attentats de Paris en novembre, pour réhabiliter Bachar Al-Assad en l'intégrant à la coalition contre l'EI. Elle fait ainsi fi de la responsabilité du régime syrien dans le développement du jihadisme dans le pays.

En fait, la détermination de Vladimir Poutine ne rencontre aucune contradiction. L'absence de volonté occidentale sur la crise syrienne laisse un vide, qu'il occupe. Ainsi, il déclare le 19 décembre 2015, sans véritablement susciter de réactions, qu'il pouvait engager davantage encore de moyens militaires en Syrie.

Le 14 mars 2016, la Russie a annoncé son retrait de Syrie. Il s'agit en fait d'une diminution limitée de ses effectifs, qui ne semble pas avoir réellement réduit sa force de frappe. On peut penser que cette annonce obéissait à des considérations politiques, soit intérieures – ne pas donner le sentiment à la population russe que Poutine s'engageait dans un second Afghanistan -, soit extérieures – faire pression sur Bachar Al-Assad pour qu'il accepte de négocier à Genève III.

Quoi qu'il en soit la Russie est toujours présente en Syrie. Il ne fait pas de doute que son intervention a sauvé le régime qui, malgré l'aide extérieure apportée par l'Iran, perdait du terrain. Tout en soutenant, comme le président Obama qu'il ne pouvait y avoir qu'une solution politique, Vladimir Poutine a clairement misé sur une solution militaire pour obtenir la solution politique qui lui convient. Il a en outre obligé les États-Unis à le reconnaître comme un partenaire incontournable en Syrie.

Au cours de l'été 2016, Vladimir Poutine et le président turc Erdogan ont scellé leur réconciliation (leur brouille était liée au fait que la défense aérienne turque avait abattu un avion russe en mission en Syrie). La Russie a appuyé l'entrée en Syrie de la Turquie et, du même coup lâché les forces du PYD kurde.

Fin 2016, la Russie a largement contribué par ses bombardements à la chute d'Alep Est. C'est elle qui, avec la Turquie, a négocié une trêve (élargie à l'Iran lors des négociations d'Astana en janvier). Elle enfin qui, avec l'ONU (via Staffan de Mistura) a piloté la reprise des négociations à Genève en février 2016, profitant du retrait des États-Unis après l'élection de Donald Trump.

Depuis, Vladimir Poutine entend capitaliser sur la chute d'Alep Est, qui constitue pour lui une grande victoire. Contrairement au régime d'Assad et à l'Iran, sa priorité n'est pas la reprise de toute la Syrie, mais la négociation d'une solution politique. Celle-ci lui permettrait en effet de consolider ce qu'il a acquis depuis son intervention en septembre 2015 à un coût humain (quoique sûrement sous-estimé) et matériel supportable.

Les buts poursuivis par M. Poutine étaient en effet : 1) stabiliser le régime Assad en passe de s'effondrer avant son intervention, 2) rendre à la Russie son ancienne position d'acteur majeur sur la scène internationale et d'intermédiaire indispensable au Proche-Orient, 3) rompre ainsi avec l'isolement dû aux sanctions à la suite de l'annexion de la Crimée et de la guerre dans l'est de l'Ukraine. Les deux premiers objectifs ont été atteints. Poutine, qui se prépare l'an prochain à une élection présidentielle, sait que toute prolongation de la guerre en Syrie risque d'être mal perçue par sa population. (20 % des Russes pensent aujourd'hui que l'engagement militaire de leur pays en Syrie n'a aucun sens : cf. cet article, « [US Attack on Syria Cements Kremlin's Embrace of Assad](#) »)

Malgré cet objectif politique, la Russie a continué à aider le régime à bombardier les positions rebelles dans la région d'Idlib, mais aussi dans la banlieue de Damas, dans le sud de la Syrie et dans la région de Hama.

C'est ce qui fait dire à certains analystes russes que plus la Russie soutient Assad, plus elle dépend de lui. Il est clair en effet que la Russie n'est pas en mesure d'imposer sa volonté au régime Assad, notamment parce qu'elle se heurte à l'Iran dont les objectifs ne sont pas les mêmes. À Genève, la Russie n'a pas obtenu la moindre concession de Bachar Al-Assad, qui n'entend pas se retirer à l'issue du processus de transition. La Russie, qu'on avait pu croire plus flexible il y a quelques mois, semble aujourd'hui défendre elle aussi cette ligne.

Cependant, les frappes chimiques d'Assad sur Khan Cheikhoun ont incontestablement affaibli la position de la Russie. D'une part parce que les Russes sont soupçonnés d'avoir su que le régime maintenait des stocks de gaz sarin sur la base de Chayrat (où eux-mêmes étaient présents), en violation des engagements pris par le régime en adhérant au traité d'interdiction des armes chimiques. Or la Russie s'était engagée en 2013 dans le processus de destruction du stock d'armes chimiques, sa responsabilité est donc engagée. D'autre part parce que l'intervention américaine du 6 avril, aussi limitée soit-elle, montre que la Russie ne peut plus agir à sa guise en Syrie et doit compter à nouveau avec les États-Unis.

La Russie doit en outre gérer deux pays qu'elle pensait avoir gagné à sa cause, la Turquie et Israël. Le premier avait accepté de fermer les yeux sur la chute d'Alep-Est en échange de son intervention en Syrie pour empêcher le PYD kurde d'opérer la liaison entre les trois « cantons » kurde de Syrie. Cependant, l'entrée des Russes à Afrin (le canton le plus occidental, près d'Alep) le 21 mars a empêché la Turquie d'étendre ses positions vers l'Ouest. Israël semblait avoir conclu un accord tacite avec la Russie depuis l'intervention de celle-ci, lui permettant de bombarder les convois syriens destinés au Hezbollah. Cependant, le 17 mars dernier, Damas a répliqué à un bombardement israélien en tirant trois missiles. La Russie a manifesté son mécontentement en convoquant l'ambassadeur d'Israël à Moscou. Aussi peut-on se demander si la Turquie et Israël ne se réjouissent pas du retour possible des États-Unis dans le conflit syrien.

La ligne rouge et les États-Unis

Les États-Unis et les Européens ont rapidement estimé qu'Assad devait quitter le pouvoir pour mettre un terme à la violence que connaissait le pays. En 2012, Washington et quelques autres capitales ont souhaité organiser le soutien à la rébellion mais les groupes sur le terrain n'ont pas vu l'aide promise arriver.

L'incohérence de la position américaine s'est révélée surtout après l'utilisation des armes chimiques par les forces de Bachar Al-Assad tuant 1700 civils le 21 août 2013, marquant un tournant dans le conflit syrien. Barack Obama avait déclaré que l'utilisation des armes chimiques par le régime serait une ligne rouge et dès lors que la preuve

en serait apportée, des frappes seraient lancées contre des objectifs ciblés. Or, alors que le monde s'attendait à ce que les frappes commencent en septembre 2013, le président américain a reculé offrant ainsi un « droit de tuer » à Bachar Al-Assad. Obama a avoué lui-même dans une déclaration publique fin 2014 que « Les Etats-Unis n'ont pas de stratégie pour la Syrie ». Il faut ajouter qu'après l'accord de démantèlement des armes chimiques, l'armée syrienne a largué à plusieurs reprises des barils d'explosifs au chlore sur des localités, malgré la dénonciation de ces actes par l'ONU.

<https://www.youtube.com/watch?v=ILvM3TOD-So>

Voir la vidéo d'un sénateur américain dénonçant la stratégie de son pays en Syrie

Cette passivité tient au refus du président américain, élu pour retirer les troupes américaines d'Irak et d'Afghanistan, de s'engager au Moyen-Orient. Ainsi, le soutien à l'opposition est minimal et symbolique.

Mais si Barack Obama manque de volonté sur la crise syrienne, il est obligé de se saisir d'une de ses dimensions : le développement du phénomène jihadiste. Le choc pour les Américains est l'exécution par l'EI d'un de leurs ressortissants, James Foley, en août 2014. Dès le mois suivant, les États-Unis amorcent une campagne de bombardement contre l'EI en Irak et en Syrie. Celle-ci ne parvient qu'à contenir l'expansion territoriale de Daech et n'est articulée à aucune stratégie politique.

À la fin de l'année 2015, devant les blocages sur le terrain et face à la détermination russe en soutien au régime de Bachar Al-Assad, le retour aux négociations s'impose. John Kerry effectue une série de consultations et se rend notamment à Moscou. Les Américains diminuent leurs exigences afin de rapprocher leur position de celles des Russes. Cela permet la définition d'un calendrier de transition politique, assez vague (notamment quant à la place de Bachar Al-Assad dans cette transition) pour recevoir l'accord de tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU. De l'aveu de John Kerry, les doutes demeurent toutefois sur l'application de cet accord.

En 2016, les États-Unis ont poursuivi leur politique ambiguë à l'égard de la Syrie. S'ils ont ainsi globalement maintenu leur discours sur le fait que Bachar Al-Assad ne pourrait rester au pouvoir au-delà de la période de transition, ils n'ont cessé de négocier avec les Russes qui prônent le

maintien au pouvoir d'Assad (nombreuses rencontres entre Kerry et Lavrov ces derniers mois). Après l'échec de la trêve conclue sous l'égide de Washington et de Moscou le 9 septembre 2016, les États-Unis ont paru de plus en plus en retrait.

De même, à plusieurs reprises, ils ont fait cesser les livraisons d'armes à l'opposition armée pour pousser l'opposition politique à aller à Genève III. Malgré les bombardements incessants de la population civile et des hôpitaux, ils ont persisté à refuser de donner aux combattants rebelles les Manpads qui leur auraient permis de se défendre.

La priorité est restée pour eux la lutte contre DaeCh. À ce titre, ils ont très vite passé des accords de « déconfliction » avec les Russes pour éviter les accidents aériens. Ils ont également apporté leur soutien aux Kurdes (YPG) et aux Forces Démocratiques Syriennes (Kurdes + Arabes syriens) plutôt qu'aux insurgés. Ce dernier point n'a pas été sans poser problème puisqu'à plusieurs reprises, les YPG ont attaqué des groupes rebelles soutenus par la CIA.

L'autre priorité, soupçonnée jusque-là, mais révélée par l'un des conseillers d'Obama, était l'accord nucléaire iranien. Il a toujours eu le pas sur la Syrie et dissuadé Obama d'agir car il craignait qu'une action en Syrie ouvertement hostile à Assad amènerait l'Iran à quitter la table des négociations et à présent à dénoncer l'accord nucléaire. Le seul cas où les États-Unis ont ouvertement menacé le régime est intervenu cet été dans la région d'Hassaké lorsque l'aviation syrienne a attaqué des groupes kurdes soutenus par les Américains (présence de conseillers américains dans leurs rangs).

La politique d'Obama ne reçoit pas un soutien unanime. 51 diplomates américains ont publié un texte manifestant leur désaccord avec la politique suivie en Syrie et recommandant de menacer le régime d'une action militaire. Voir le texte [ici](#).

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre a entraîné une marginalisation des États-Unis par la Russie. Ils ont laissé faire la chute d'Alep Est, ils n'ont pas été partie à la trêve conclue par les Russes et les Turcs, n'ont eu droit qu'à un strapontin aux négociations d'Astana et de Genève.

La position américaine, sous l'administration Trump semblait 1) donner la priorité à la lutte contre l'État islamique, notamment en lançant

l'opération pour la reprise de Raqqa et 2) laisser les Russes gérer le dossier syrien.

Plusieurs faits ou déclarations ont donné le sentiment que les États-Unis avaient changé de politique en Syrie (qui avait sous Obama été essentiellement rhétorique, mais qui continuait à défendre l'idée que Bachar Al-Assad devrait s'en aller). L'aviation américaine a aidé les troupes syro-irano-russes à reprendre Palmyre le 2 mars 2017. Par ailleurs, les Américains se sont interposés à Manbij (4 mars 2017) entre les Turcs et les Kurdes, empêchant l'opération « Bouclier de l'Euphrate » de poursuivre son avancée. De plus, fin mars, le Secrétaire d'État, Rex Tillerson déclarait que ce serait aux Syriens de décider du sort d'Assad, tandis que Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, indiquait que la priorité américaine n'était plus le départ de Bachar al-Assad.

Tout donne à penser que le régime syrien a interprété tout ceci comme une forme d'acceptation par les États-Unis de l'état de fait qu'il avait créé avec l'aide de ses parrains russes et iraniens. Ce qui explique notamment que le régime ait lancé des frappes chimiques au gaz sarin sur Khan Cheikhoun le 4 avril dernier (voir cet [article](#)). Il n'avait pas manifestement pas imaginé l'indignation qu'allait susciter ce recours à des armes proscrites, dont il était censé s'être débarrassé après son adhésion au Traité d'interdiction des armes chimiques en septembre 2013, ni que le nouveau président américain donnerait l'ordre le 6 avril de lancer 59 missiles Tomahawk sur la base de Chayrat d'où étaient partis les avions ayant bombardé Khan Cheikhoun et où étaient stockées des réserves de gaz sarin.

Cette réponse rapide, ferme et ciblée met fin à six années d'inaction américaine. Reste à savoir si elle annonce une nouvelle politique syrienne des États-Unis. S'il y a eu des déclarations divergentes au sein de l'administration – l'ambassadrice Haley allant jusqu'à parler de la nécessité d'un *regime change* en Syrie – la politique suivie depuis ces frappes paraît surtout prudente. Elle s'est traduite par un raidissement supplémentaire des relations avec la Russie, qui attendait pourtant beaucoup de M. Trump, sans aller jusqu'à une rupture (l'accord de « déconfliction » destiné à éviter les collisions entre avions de la coalition nationale contre l'État Islamique et l'aviation russe a été très vite rétabli, si tant est qu'il ait réellement été suspendu).

Les États-Unis ont aujourd'hui à décider :

1) s'ils frapperont à nouveau la Syrie en cas de violation d'une norme internationale ou si la frappe de Chayrat restera isolée.

2) s'ils entendent, comme c'est probable, revenir dans les négociations de Genève, voire d'Astana, afin de peser sur une éventuelle solution politique au conflit syrien.

3) ce qu'ils feront des zones reconquises sur l'EI le long de l'Euphrate. Avant le 4 avril, beaucoup de signaux donnaient à penser que ces territoires seraient rendus au régime. Cela ne paraît plus aussi certain, les Américains pouvant en confier l'administration à des forces locales modérées hostiles au régime.

4) s'ils veulent aider l'opposition en reprenant leur soutien aux brigades sélectionnées et formées par la CIA et le Pentagone.

Autant de points qu'il faudra suivre avec attention dans les prochaines semaines.

Le coût de la non-intervention

On entend souvent dire que l'intervention en Libye justifie que l'on ne soit pas intervenu en Syrie. Cependant, la comparaison des chiffres suivants amène à une tout autre conclusion.

[table id=2 /]

Soit 60 fois plus de morts en Syrie et 600 fois plus de réfugiés.

Sources :

(1) The Libya Body Count Project

(2) Chiffres de UNHCR fin 2014

(3) Syrian Observatory of Human Rights, août 2015

(4) Chiffres de UNHCR août 2015

Et l'Europe ? Quelle est la position de la France ? En quoi cela la concerne-t-elle?

De plus en plus, il s'avère donc que la crise syrienne est gérée par un couple de puissances : la Russie d'une part et les États-Unis de l'autre. Chacun ne semble vouloir traiter qu'avec l'autre, à l'exclusion des autres partenaires.

Mais nous l'avons vu, ce couple est profondément déséquilibré. Désireux de reconquérir une place centrale pour la Russie, Vladimir Poutine a gagné, grâce à la crise syrienne, la mise en place d'un dialogue régulier et à égalité avec les États-Unis. Obama a volontiers cédé ce rôle à la Russie, qui a pris la main sur une crise qui est, pour le président américain, secondaire.

Dans ce contexte, quelle place pour l'Europe et la France ?

L'Europe est divisée sur la politique à adopter vis-à-vis de la Syrie. Sans consensus, elle reste paralysée.

La France définit donc sa politique seule. Elle a un rôle particulier et une vraie connaissance de la Syrie et de son régime. Elle a, dans son histoire avec la Syrie, tenté à plusieurs reprises de renouer le dialogue, sans succès. Elle est donc consciente des limites de cette démarche et de l'incapacité du régime syrien à se réformer.

Elle a été motrice dans les premiers mois de la crise syrienne. Elle a notamment condamné avec fermeté la répression des manifestations par Bachar Al-Assad et permis la reconnaissance de l'opposition syrienne (le Conseil puis la Coalition). De manière générale, elle assume avec constance un discours de réalisme politique, selon lequel parier sur Bachar Al-Assad ne peut apporter ni la stabilité dans la région, ni la fin de la guerre civile, ni la victoire contre l'EI. Cet argumentaire « ni Bachar, ni Daech » a su convaincre partiellement les partenaires occidentaux de la France.

Mais la crise de l'été 2013 a montré que, en pointe sur le dossier, elle n'a pas les moyens nécessaires pour agir seule. Lorsque les frappes ont été envisagées en août/septembre 2013 en réaction aux attaques chimiques, la France était prête à y participer mais le recul de Washington ne lui a pas permis d'agir.

Le maintien de son discours, perçu comme intransigeant, et l'irruption de la problématique terroriste, ont participé à l'isolement de la politique française.

Suite aux attentats de janvier et novembre 2015 à Paris, et à l'afflux de réfugiés, la France a dû répondre à une opinion publique inquiète et revoir ses priorités. Dès septembre 2015, elle se résout à mener avec la coalition des frappes en Syrie contre l'EI. Mais isolée, elle ne parvient pas à mettre en place une stratégie plus large.

[lexpress.fr – Intervention française en Syrie: « Les frappes contre Daech sont contreproductives »](#)

Par ailleurs, la question du départ de Bachar Al-Assad ne figure plus comme la priorité. Son départ continue d'être exigé, mais à l'issue d'un processus de négociation et non en amont de ces négociations.

Aujourd'hui, la France est mise à l'écart du règlement de la crise syrienne. En septembre 2015, à l'Assemblée générale de l'ONU, Ban Ki-Moon déclarait que cinq pays détenaient la clé du conflit syrien : la Russie, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie. La France n'en fait pas partie. Elle ne prend pas part non plus aux derniers rounds de négociations à Lausanne.

Pourtant, son diagnostic de la crise syrienne, sa connaissance du pays, et aujourd'hui l'afflux de réfugié et les attaques terroristes, font que la France ne peut se détourner de cette crise. Elle doit parvenir à convaincre ses partenaires de l'urgence de mettre fin à ce conflit, dont les conséquences en Europe sont déjà dramatiques.

La Ligue arabe, l'ONU : Pourquoi les différentes médiations internationales ont-elles échoué ?

La position radicale du régime empêche pour le moment l'aboutissement de toute médiation. De nombreuses tentatives ont eu lieu. Le premier plan proposé par la Ligue arabe en novembre 2011 demandait au régime d'entamer des discussions sérieuses avec les représentants de l'opposition. La Turquie a ensuite lancé une initiative internationale, en février 2012, en proposant une transition politique. En juin 2012, les États membres du Groupe d'action sur la Syrie (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, ainsi que la Turquie, le Koweït et le Qatar) se sont mis d'accord sur les principes d'un

processus de transition politique dirigé par les Syriens : formation d'un gouvernement d'union nationale, mise en oeuvre de réformes constitutionnelles et organisation d'élections libres et justes. Ce communiqué a été signé à l'issue de la 1ère conférence internationale sur la Syrie, appelée « Genève 1 ».

Une deuxième réunion s'est tenue à Genève en février 2014. Les deux délégations avaient accepté de se référer au document de Genève 1 mais le désaccord a porté sur le fait que l'opposition voulait débiter la réunion par la question de la mise en place d'un gouvernement de transition alors que le gouvernement voulait s'en tenir à celle du terrorisme. En amenant les discussions sur le seul sujet du terrorisme, le régime a court-circuité l'objet réel des négociations : trouver une solution au conflit syrien. La délégation du régime a miné le terrain de la négociation, en qualifiant les opposants d'insectes, de terroristes, polluant une terre qu'il fallait « nettoyer ». Un vocabulaire qui rappelle les heures sombres de l'histoire européenne, et surtout qui n'augure pas de la volonté de trouver un accord.

En octobre 2014, Staffan de Mistura, émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie depuis juillet propose d'instaurer des zones de « gel de combats » à Alep et la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ainsi que le déploiement d'efforts internationaux pour lutter contre le terrorisme en Syrie et dans la région. Il a annoncé la tenue de nouvelles consultations séparées, à partir de début mai, avec des représentants du régime, de l'opposition et de la société civile ainsi que des acteurs régionaux. L'Iran qui avait été exclu lors des deux précédentes conférences internationales de Genève serait invité.

Staffan de Mistura est le 3ème émissaire de l'ONU après Lakhdar Brahimi et Kofi Annan. Ce dernier a démissionné 5 mois après avoir pris ses fonctions alors qu'il avait proposé un plan en six points prévoyant une cessation des combats et une transition politique. Mais en l'absence de soutien international – la Russie et la Chine utilisant leur droit de veto – l'ancien secrétaire général de l'ONU a préféré se retirer.

Quant à Lakhdar Brahimi, en charge du dossier d'août 2012 à mai 2014 aussi bien pour l'ONU que pour la Ligue arabe, il a renoncé à sa mission car il a estimé « *que les protagonistes les plus importants à l'intérieur de la Syrie d'abord – mais aussi, il faut le dire, à l'extérieur de la Syrie* » – continuaient à avoir pour objectif une « *victoire totale* ».

Orient XXI, Entretien avec Lakhdar Brahimi, 18 mars 2015 :

orientxxi.info

Les négociations d'Astana et de Genève

Après l'échec des négociations qui se sont tenues à Genève en avril 2016, de nouveaux pourparlers se sont ouverts à Astana, capitale du Kazakhstan, le 23 janvier 2017, en présence d'une délégation de l'opposition syrienne et une du régime de Damas. Le changement de capitale est significatif du nouveau rapport de forces et consacre le rôle de la Russie mais aussi de l'Iran et de la Turquie. Ce nouveau round qui n'est pas organisé à l'initiative de l'ONU, s'ouvre un mois après la prise d'Alep par les forces du régime appuyées par ses alliés. L'objectif de cette rencontre est de consolider le cessez-le-feu conclu le 30 décembre mais qui est régulièrement violé. L'opposition veut améliorer l'accès de la population à l'aide humanitaire et permettre la libération de prisonniers, quand les représentants du régime veulent la reddition de l'opposition assimilée à des terroristes. Les négociations se sont achevées avec la mise en place d'un mécanisme de la trêve conclue fin décembre.

Le 23 février s'est ouverte une nouvelle session de négociations à Genève organisée par l'envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan De Mistura, en présence d'une délégation du gouvernement syrien et du Haut Comité des négociations qui rassemble différents groupes de l'opposition. Les discussions doivent porter sur les modalités de la future gouvernance en Syrie, la rédaction d'une nouvelle constitution et la tenue d'élections sous supervision de l'ONU. La transition – et donc la question du maintien ou non de Bachar Al-Assad – est un sujet de tension entre les deux parties. Pour le régime, transition veut dire quelques réformes et l'intégration de quelques opposants proches des Russes, alors que pour l'opposition, Assad ne peut pas faire partie de la solution ou tout au moins, il devra partir au terme du processus.

Le 23 mars, de nouvelles discussions à Genève suivent un agenda comportant quatre points : la lutte contre le terrorisme, la gouvernance, une nouvelle Constitution et la tenue d'élections. Les délégations refusant de se parler en tête en tête l'émissaire de l'ONU fait la navette afin de tenter de parvenir à un accord. La difficulté est que le régime, soutenu inlassablement par ses alliés russe et iranien, se sent en position de force et refuse de faire toute concession alors que

l'opposition est affaiblie sur le terrain, divisée et de moins en moins soutenue par ses alliés régionaux et occidentaux. Difficile de parvenir à un accord politique dans ces conditions.